
ICANN80 | HLGM – Séance 4 : soutenir le développement d’une connectivité significative en Afrique
Dimanche 9 juin 2024 – 16h30 à 18h00 KGL

BAHER ESMAT :

Baher au micro. Bienvenue à nouveau. Je vais bien. Je vais vous demander de bien vouloir prendre place, s'il vous plaît. Nous allons démarrer la quatrième partie de cette journée. Cette séance va être consacrée à la connexion significative en Afrique. J'aimerais inviter notre modératrice pour cette séance. Madame Katuuku Gloria, directrice par intérim chargée de la planification, la recherche et le développement à l'Autorité Technologies de l'information de l'Ouganda.

GLORIA ATWINE KATUUKA :

Bonjour. J'espère que le café va vous aider à vous maintenir éveillé. Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à cette séance qui va être consacrée au développement d'une connectivité significative en Afrique.

Je ne vais pas m'attarder sur la présentation du sujet. Je vais appeler les panélistes à venir me rejoindre sur scène. Nous avons M. Mactar Seck, chef de section Innovation et technologie du Conseil économique des Nations Unies pour l'Afrique. Ensuite, Dr Catherine Adeya, membre du Conseil d'administration de l'ICANN, M. Emmanuel Manasseh, directeur adjoint pour l'Union des télécommunications africaines.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Mme Thelma Quaye, directrice des infrastructures numériques et du renforcement des compétences au secrétariat de Smart Africa. M. Serge Sanou, de l’Organisation des domaines de premier niveau d’Afrique et M. Aminu Maida, PDG de la Commission des communications du Nigéria. Pendant que nous attendons Monsieur Aminu Maida, nous allons écouter notre expert en la matière qui va nous parler du sujet qui nous occupe aujourd'hui, M. Mactar.

MACTAR SECK :

Merci beaucoup. Bonjour. Est ce que je pourrais avoir ma présentation affichée à l'écran? Nous allons parler de la fracture numérique et d'une connectivité significative. Qu'est ce qui se passe en Afrique et comment nous pouvons combler cette fracture numérique pour atteindre une connectivité significative? Nous allons passer en revue quelle est la situation actuelle dans le continent.

Comme vous le savez, l'Afrique est à la traîne dans plusieurs domaines liés à l'infrastructure. Depuis ce matin, on parle de faible taux de connectivité du continent. Nous sommes... Sur les 2,6 milliards de personnes... Il y a 2,6 milliards de personnes qui ne sont pas en ligne, et de cette population, 63 % sont des Africains.

Nous sommes face à un défi de taille en matière de fracture numérique, car nous avons également le problème de l'identité numérique. Nous avons ce problème dans notre continent parce qu'il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas cette identité numérique. Et donc ces gens ne

font pas partie des services administratifs des services gouvernementaux.

Et c'est pour cela que nous avons... Cela est lié également au problème de capacité numérique. Un grand pourcentage des habitants n'a pas de compétence numérique. Nous avons également un déficit de couverture mobile dans la région qui est plus de trois fois supérieur à la moyenne mondiale.

Diapo suivante. Quand on parle de la fracture numérique, c'est un aspect qui a plusieurs visages. Quand on regarde l'Afrique, le continent africain, nous avons cinq éléments clés pour pouvoir comprendre la fracture numérique. Si vous êtes par exemple une femme, ou bien si vous n'êtes pas alphabétisé, ou bien si vous habitez dans une zone rurale et que vous n'avez pas accès à l'infrastructure. Ce sont donc des éléments clés qui creusent la fracture numérique dans notre continent.

Diapo suivante. Nous voyons donc les défis actuels qui sont sur l'écran et j'espère qu'à partir de nos discussions, nous allons pouvoir identifier des solutions qui nous aideront à combler cette fracture numérique. Nous travaillons pour combler cette fracture numérique. Nous allons entendre nos collègues parler de comment ils font pour combler cette fracture numérique.

Tout d'abord, nous parlons de l'infrastructure et de l'électricité. Il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité en Afrique. Nous avons également le problème de l'abordabilité. Le coût de l'accès

à Internet est extrêmement élevé. Ensuite, l’alphabétisation numérique. Comment allons-nous renforcer les capacités des prochaines générations? Parce que pour 2027, la population moyenne de l’Afrique aura moins de 25 ans et il faudra que cette population puisse être formée à l’utilisation des outils informatiques.

Un autre point, c’est les politiques. Nous voyons apparaître des technologies émergentes et donc quelles sont les réglementations qu’il faut mettre en place? Quelles sont les politiques que nous devons mettre en place pour encourager l’innovation? Et, c’est quelque chose sur laquelle nous devons nous pencher en profondeur. Ensuite, un autre point important, c’est la cybersécurité. Nous devons sécuriser l’espace Internet. Le coût de la cybersécurité ou les conséquences de la cybersécurité coûtent 10 % du PIB aux pays de l’Afrique.

Un autre point important, c’est la coopération et la collaboration. Comment pouvons-nous collaborer à travers l’Afrique? Il y a plusieurs organisations qui travaillent sur les mêmes sujets en Afrique. Nous devons créer des synergies pour que cette coopération soit plus efficace dans le continent. Comment pouvons-nous travailler avec l’ICANN avec l’UIT, dans le cadre du FGI par exemple? Nous aurons bientôt... Le... Nous aurons bientôt le pacte numérique mondial. C’est... et j’espère que nous allons trouver un moyen de travailler ensemble.

Et, maintenant nous allons voir comment nous pouvons relever ces défis. La question de la connectivité est cruciale pour combler la

fracture numérique. Comme les intervenants qui m'ont précédé l'ont dit lorsqu'ils ont parlé de la connectivité significative, il faut l'abordabilité, une vitesse adéquate, l'accessibilité, la disponibilité. Vous voyez, ce sont des éléments qu'il nous faut avoir en Afrique et qui sont très importants pour pouvoir combler la fracture numérique. Comment pouvons-nous faire en sorte que tous les habitants puissent accéder à Internet à un prix abordable? Comment nous pouvons renforcer les capacités du peuple africain? Comment pouvons-nous connecter les zones reculées, les zones rurales?

Diapo suivante, s'il vous plaît. Aujourd'hui, nous entamons un dialogue avec l'ICANN et il y a plusieurs points que nous souhaitons soulever auprès de l'ICANN. Nous avons l'Union africaine, l'ICANN, l'UNECA. Ce sont des organisations qui travaillent sur la question de l'Internet. Si vous souhaitez parvenir à une connectivité significative, il faut participer à ces activités de l'ICANN pour développer des politiques et pour renforcer les capacités des ccTLD, par exemple la sécurité du DNS. Nous devons travailler également sur des questions liées à la sécurité et pour cela, il faut l'engagement de toutes les parties prenantes.

Comment pouvons-nous faire en sorte que davantage d'Africains, davantage de communautés techniques, davantage de décideurs politiques puissent mieux comprendre le rôle de l'ICANN? Et comment pouvons-nous aider les pays africains à combler la fracture numérique et avoir un meilleur accès à Internet pour encourager ou pour pouvoir favoriser la prospérité de ces pays? Et donc, nous avons beaucoup de problèmes. Nous avons identifié beaucoup de problèmes et nous

travaillons pour trouver des solutions. Nous avons par exemple au niveau des noms de domaine géographiques, nous avons identifié des problèmes et nous sommes prêts à travailler avec l'organisation ICANN pour résoudre ces problèmes.

Ensuite, pour ce qui est de l'UNECA – la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, nous travaillons sur plusieurs domaines au niveau des Nations Unies. L'infrastructure. Nous essayons d'élargir l'infrastructure de larges bandes. Comment pouvons-nous mieux utiliser les infrastructures publiques? Quelles sont les réglementations qui peuvent voir le jour par rapport aux technologies émergentes? Comment pouvons-nous soutenir les programmes de numérisation, les programmes pour renforcer les capacités des habitants pour utiliser Internet? Comment pouvons-nous soutenir la recherche et le développement pour identifier les problèmes africains et mettre en place des solutions qui soient efficaces pour l'Afrique?

Pour ce qui est du renforcement des capacités, nous avons plusieurs centres d'excellence. Nous avons ouvert un de ces centres d'excellence consacré à l'intelligence artificielle à Brazzaville, au Congo. Nous avons un autre centre d'excellence au Rwanda qui se consacre à d'autres sujets et un autre centre à Lomé qui se consacre à la cybersécurité. Ce sont des projets que nous menons dans le cadre du travail avec l'Union africaine. Et c'est un point clé sur lequel je souhaiterais attirer votre attention, car tous ces points sont importants pour le continent africain.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup, M. Mactar. Vous avez parlé donc de la connectivité significative et combien il est important de pouvoir combler la fracture numérique. Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les pays africains en termes de fracture numérique? Et que peut-on faire pour favoriser l'inclusion numérique? Je vais commencer par vous.

CATHERINE ADEYA : Bonjour. Mactar, nous avons eu des discussions intéressantes par le passé avec vous. Si quelqu'un a vu ma présentation, je pense que vous saurez que Mactar a déjà parlé de certains de ces enjeux avec moi.

Ce qui est intéressant... Tout d'abord, je tiens à remercier le gouvernement du Rwanda. Par rapport à la question que vous m'avez posée, j'ai travaillé dans l'espace des TIC pendant 20 années, 20 ans et c'est une question qu'on se pose toujours. À l'époque, l'UNECA et l'IUT ont travaillé sur ces défis qui se posent. Nous y travaillons maintenant, mais en nous focalisant sur d'autres aspects.

A l'époque, on travaillait, on parlait de la fibre optique. Maintenant on parle encore des infrastructures adéquates. On parle d'électricité, on parle des coûts élevés de connexion. Mais tout cela peut être englobé sous le terme connectivité significative.

Nous parlons également de politiques, de réglementations qui, souvent, ne sont pas soutenues par des budgets conséquents. Notre collègue Mumma a parlé de l'appropriation des budgets pour mieux

comprendre ce qu'il faut faire pour réduire la fracture numérique. Mais parfois, on n'arrive pas à faire cette connexion entre les budgets et les réglementations et le travail qu'il faut faire pour combler cette fracture numérique.

On a parlé de la communauté technique et la relation qu'il doit y avoir entre cette communauté et les décideurs politiques. Ce matin, Wes, membre du conseil d'administration a bien synthétisé le problème en disant qu'il faut créer un lien plus fort entre la communauté technique et les décideurs. Et je pense que les législateurs ont beaucoup apprécié le renforcement, l'atelier de renforcement des capacités qu'il y a eu hier.

Et finalement, l'un des enjeux que l'on retrouve, c'est la durabilité de l'accès des communautés à l'Internet. Les communautés des zones rurales ne peuvent encore pas accéder à Internet. Donc on a parlé d'une approche holistique. Je pense que nous devons élaborer des politiques pour aider l'écosystème numérique pour qu'ils puissent être en plein essor, par exemple aider les investisseurs en Afrique pour que ce soit plus facile pour eux d'exporter par le biais de la zone de libre-échange continentale africaine. Je prends une solution possible, mais il y en a d'autres, bien entendu.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup pour vos propos qui ont mis l'accent sur le besoin de renforcer cette relation entre la communauté technique et les

décideurs politiques. M. Emmanuel Manasseh, quels sont les problèmes qui affectent l'Afrique?

EMMANUEL MANASSEH :

Bonjour. Oui, vous m'entendez? Tout d'abord, j'aimerais exprimer ma reconnaissance au gouvernement du Rwanda d'avoir organisé cette importante réunion dans la belle ville de Kigali. La connectivité significative doit être abordable et doit être durable pour pouvoir permettre l'inclusion numérique.

Je vais commencer à parler des statistiques pour que l'on puisse voir la magnitude, un ordre de grandeur de ce problème. Nous savons tous qu'il y a des barrières invisibles, mais significatives pour l'accès à Internet. Selon des études récentes, il y aura 230 millions de postes numériques dans l'Afrique subsaharienne. Et pour 2024, l'Afrique aura la force de travail la plus importante au monde.

Ces statistiques montrent que seulement 37 % de la population africaine a accès à Internet, comparé à la moyenne de 67 %. Et la question, on la retrouve également dans le domaine de la connectivité qui n'est pas disponible, parce qu'il y a des gens qui n'ont pas accès à des dispositifs pour accéder à Internet, que ce soit un téléphone, un ordinateur, etc. Et ils ne peuvent donc pas participer à l'économie numérique.

En 2022, dans cette ville de Kigali où lui était a tenu la réunion sur le développement numérique, à l'époque, nous avions 2,2 millions de

personnes connectés à Internet et nous avons publié le Plan d'action de Kigali pour permettre une transformation numérique et encourager la mobilité et l'accès à Internet. A cette occasion, nous avons établi quelles étaient les priorités pour 2022-2024 et nous avons également parlé de la mise en œuvre de l'expansion et l'infrastructure de large bande, et la connectivité également pour les technologies émergentes.

Un point important que je voulais soulever, c'est la coopération et le partenariat dans le domaine des TIC. La coalition numérique, dont vous avez entendu le projet GIGA, vise à connecter toutes les écoles en 2030 et qui travaille en partenariat avec l'UNICEF. Nous essayons donc de jeter des ponts et de créer des opportunités pour atteindre les objectifs de développement durable.

Or, pour pouvoir combler la fracture numérique, il faut des investissements conséquents et ces investissements doivent se baser sur l'électricité. Cela passe pour les communications. Il y a 600 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité et cela rend très difficile de pouvoir accéder aux infrastructures de connectivité.

Outre la coopération, qui est un point essentiel, je pense qu'une volonté politique forte aux niveaux les plus élevés avec des politiques dans ce domaine sont des éléments cruciaux pour atteindre la connectivité significative. Merci.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. Et en effet, les investissements sont cruciaux pour combler cette fracture numérique. Mme Quaye, que pensez-vous pour assurer cette inclusion numérique? Quels sont les enjeux principaux des pays africains? Dites-nous ce que vous en pensez.

THELMA QUAYE : Merci beaucoup et merci de nous avoir invité. Mme Adaya a parlé du sujet et est revenue en 1999. Je ne vais pas vous dire où j'étais en 99 parce que vous allez deviner quel âge j'ai. Mais je vais essayer de détailler un petit peu ce qu'a dit Mactar, ce qu'ont dit les autres, sur la base de ma propre expérience.

Quelles sont les réalités auxquelles nous sommes confrontés? Nous avons entendu parler des macro enjeux, des macro tâches qui sont devant nous. Alors j'utilise le shea butter. C'est une pommade pour la peau et c'est donc une plante qui croît en abondance dans le nord du Ghana. Je viens du Ghana et étant donné que j'habite ici à Kigali et que j'avais besoin de cette pommade à chaque fois que j'allais à Accra, au Ghana, j'allais dans le nord du pays pour acheter une quantité importante de cette crème.

Et donc, lorsque je me suis rendu là-bas, j'ai rencontré un jour une dame qui s'appelle Aisha, qui est commerçante, qui a la vingtaine, qui a un enfant. Son niveau éducatif est du niveau du collège, donc après le collège, elle ne pouvait rien vraiment trouver comme emploi et elle a commencé à commercialiser des produits et elle gagne à peu près 2 \$

par jour en vendant sur le marché local. Et si elle a une très bonne journée, elle peut atteindre 5 \$ de revenu.

Parfois, lorsque je veux l'appeler, je peux l'appeler. Elle a un téléphone. Elle est rarement connectée à l'Internet. Ça coûte trop cher. Elle a un téléphone Smart feature. Si vous voulez la rejoindre, il faut lui envoyer un texto ou l'appeler. Donc j'ai commencé à tisser des liens avec elle et donc lorsqu'elle peut payer l'Internet, elle utilise l'Internet pour les réseaux sociaux et pour regarder des films.

L'histoire d'Aisha est une histoire très courante. Qu'est-ce que je suis en train de vous dire? Les enjeux de l'accès financier à l'Internet, c'est une réalité. C'est vraiment réel. Les enjeux d'accès à un Internet significatif, mais aussi l'accès à l'éducation sont de réelles questions. Et donc ce que je souhaite vraiment dire, c'est qu'il nous faut créer différentes voies d'accès à l'éducation au-delà de l'Internet, au-delà de ce que l'on peut faire pour fournir cet accès aux gens. Je crois qu'il faut aussi créer des voies à l'éducation pour nos jeunes.

Jusqu'à 90 % des jeunes en Afrique subsaharienne, après le lycée, n'ont pas accès à une éducation supérieure, à des études supérieures. Donc que font-ils? Ils sont coupés de tout revenu économique intéressant. Et je crois que dans le cadre de notre discussion, il s'agit des bénéfices socioéconomiques pour ces personnes. Donc l'inclusion numérique, c'est non seulement la connexion à l'internet, mais c'est aussi la partie éducation de notre jeunesse pour qu'ils aient davantage d'opportunités afin d'exploiter l'économie que représente l'Internet.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. Je vais maintenant céder la parole à Serge Sanou. Effectivement, ce que vous venez de dire, cet accès à l'Internet est un enjeu clé. Mais quels sont les autres enjeux auxquels sont confrontés les pays africains selon vous, surtout en tant que président de l'Organisation africaine des domaines de premier niveau?

SERGE SANOU : Merci beaucoup. Je vais parler en français, beaucoup. Je voudrais tout d'abord remercier le gouvernement du Rwanda et l'ICANN pour l'organisation de cette importante réunion à Kigali autour de la question de l'Internet. Alors l'association AFTLD – Africa Top Level Domain – que je préside est une association des registres ccTLD africains. Alors pour répondre à la question de comment renforcer la connectivité à Internet en Afrique, je vais vous parler de trois initiatives que nous avons en ce moment au sein de l'AFTLD.

Donc la première activité que nous avons, c'est concernant l'organisation des parties prenantes. Parce que, en réalité, pour renforcer la connectivité Internet en Afrique, je pense qu'il y a un mot capital qui doit être employé, c'est la collaboration entre les différentes parties prenantes. Et à ce niveau, l'AFTLD a toujours participé à organiser les événements en Afrique. Vous connaissez tous donc le Africa DNS Forum. Alors la nouvelle initiative que nous avons en ce moment, c'est de renforcer cela en permettant aux différents ccTLD au niveau de leurs pays d'avoir des DNS nationaux.

Et à ce niveau, nous avons fait un parcours assez intéressant depuis environ cinq années. Ainsi donc, aujourd'hui, nous avons des DNS nationaux au Bénin, en Afrique du Sud, au Kenya, au Tchad, au Cameroun et puis au Ghana. Donc c'est dit quand même qu'il y a un effort encore à faire parce que le but ici, c'est de pouvoir permettre la négociation et la discussion, les échanges autour de l'Internet, mais au niveau local. Renforcer la connectivité permet aussi de discuter localement des questions qui sont les plus importantes afin de proposer des solutions idoines et qui satisfont donc aux besoins des différents acteurs au niveau des différents secteurs concernés.

Comme deuxième initiative que la TLD aujourd'hui suit, il s'agit donc d'une infrastructure que nous avons travaillé à mettre en place depuis quelques années. Il s'agit donc d'un observatoire des noms de domaine africain, une plateforme en tout cas, qui a pour but de collecter les données des registres africains ccTLD dans le but de permettre d'avoir une base de données fiable des activités des registres et aussi de permettre de prendre des actions idoines en fonction des statistiques que nous pouvons avoir au niveau de ces bases de données-là. C'est une initiative assez importante que nous n'avons pas pu faire tout seul à ce niveau. Nous avons beaucoup travaillé avec les partenaires internationaux et je remercie au passage ici notre partenaire le plus important sur le projet qui est l'AFNIC – l'association française de nommage Internet en coopération – qui nous a appuyé dès le départ du projet aussi bien au niveau financier qu'au niveau technique.

La troisième initiative dont je voudrais faire part ici à cette rencontre-là, c'est le projet de coalition pour une Afrique numérique que vous connaissez tous. A ce niveau, l'AFTLD est un partenaire important. Au niveau du troisième axe, il s'agit d'un axe relatif au renforcement des capacités. Donc à ce niveau-là, ce que nous apportons dans le processus qui a été initié par l'ICANN, c'est le renforcement des capacités des registres africains. A l'heure où je vous parle, nous avons deux sessions de formation et qui ont commencé, dont l'une ici à Kigali. Et donc depuis hier et aujourd'hui, ont lieu la première phase des sessions de formation qui concernent le business, le marketing et les stratégies à l'endroit des registres africains.

Par registre, nous avons sélectionné deux personnes sur dix pays qui ont été retenus et nous avons donc une vingtaine de personnes à Kigali pour cette formation-là. Et nous espérons que cette formation va permettre en tout cas de renforcer les capacités du personnel de ces registres-là. Il y aura donc une autre session de formation qui aura lieu dans un mois, à Nairobi, au Kenya. Et cette formation sera beaucoup plus technique, concernant les questions techniques relatives notamment aux opérations de registre au niveau des registres ccTLD africains.

Donc, c'est pour dire que le projet est un projet important qui rencontre beaucoup de partenaires. Et je crois que dans la coalition, nous avons plus de dix partenaires. Et je voudrais particulièrement encore remercier ici la même structure française, l'AFNIC, pour cette formation ici à Kigali, qui est délivrée depuis hier par l'AFNIC. En tout cas, merci à

l'AFNIC pour son engagement à supporter la coalition et à supporter l'AFTLD dans ses activités. Alors pour ne pas être long, je vais m'arrêter là. Merci beaucoup.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. Et je vais maintenant céder la parole à M. Babagana. Désolé pour la prononciation.

DIGIMA BABAGANA : Merci. Je m'appelle M. Babagana Digima et je représente mon vice-président exécutif et PDG, le Dr Maida, qui m'a demandé de l'excuser. Il n'a pas pu être présent aujourd'hui. Donc je vais être assez direct.

Parce qu'on a déjà parlé de beaucoup de sujets concernant les enjeux auxquels nous sommes confrontés en Afrique concernant la question de l'accès à une connectivité significative concernant l'infrastructure, l'alphabétisme numérique, l'accessibilité, la cybersécurité. Mais il y a des duplicatas d'effort de temps à autre. Comme la docteure Mme Adaya le disait, il y a deux décennies, nous parlions d'amener la fibre sur place et on en parle encore aujourd'hui.

Malheureusement, l'Afrique est un continent très grand. C'est le deuxième continent le plus important au monde en taille, si on le compare à l'Amérique et à l'Europe. Et puis ceci vous donne une petite idée de la taille puisqu'on peut mettre l'Amérique du Nord et l'Europe dans l'Afrique. La plupart des technologies dont on parle ne viennent pas d'Afrique en plus. 99,5 % d'entre elles sont étrangères. Donc il nous

faut dépenser de l'argent pour avoir accès à la fibre optique. Et nous sommes donc pauvres dans ce domaine.

Malheureusement, nous détruisons ce que nous construisons. Nous nous trouvons dans une situation en Afrique aujourd'hui où nous en sommes au point où nous construisons nos villes. Nous avons de la fibre optique aujourd'hui et au cours des 3 à 5 mois, on va faire des travaux sur la voirie et on détruit ce qu'on vient de construire au Nigeria en 2023. Donc l'année dernière, nous avons eu plus de 59 000 coupures de la fibre optique. En un an, c'est énorme. Vous installez une infrastructure et quelques jours plus tard, vous coupez. Il y a quelqu'un qui doit payer pour ça. Donc on perd du temps en essayant de réparer tout ceci. Donc voilà un petit peu les enjeux inhérents à l'Afrique.

Mais ce n'est pas tout. Nous avons des histoires, des témoignages de réussites, parce que je sais à quel point ça vous intéresse. Puisque de temps à autre, nous arrivons à des situations où on arrive à développer. Mais je crois qu'il nous faut repenser certaines choses. On peut amener la fibre jusqu'à un certain point, mais je crois qu'il nous faut regarder vers d'autres technologies pour amener la large bande aux régions rurales. L'Afrique, c'est un grand continent, je l'ai dit. Et donc l'effort est immense, mais nous aurons un retour sur investissement.

Il y a un domaine où nous avons bien réussi au Nigéria, puisque lorsqu'on regarde le secteur privé, c'est le principal contributeur dans le domaine des télécommunications en Afrique. Pour les gouvernements, les politiques doivent être qu'il faut que l'économie

soit libérale. Il faut libéraliser. Il faut s'assurer que les secteurs qui permettent la connectivité numérique deviennent libéralisés, soient libéralisés. Et je crois que c'est une des réussites dont je pourrais parler peut-être tout à l'heure et vous donner davantage de détails.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. Je vais maintenant vous céder la parole. Mme Adaya, dans quelle mesure les efforts de l'ICANN sont en lien avec les besoins des pays africains et en particulier dans le domaine de la gouvernance, de l'Internet et de la fracture numérique?

CATHERINE ADEYA : Alors, avant que je ne réponde par rapport à ce que fait l'ICANN, j'aimerais clarifier quelque chose. J'ai parlé de 99. Qu'est-ce que je voulais dire? Je voulais dire la technologie. La technologie, c'est quelque chose qui devient obsolète. Donc, nous parlons là d'un enjeu, mais il y a le suivant qui se présente. Il y a beaucoup de choses qui se passent en Afrique et par rapport aux câbles, il y a eu des prêts de câbles il y a un certain nombre d'années.

Mais en ce qui concerne le travail de l'ICANN en Afrique, je crois que Tripti, notre présidente, a déjà beaucoup dit de choses sur ces efforts, mais je vais quand même revenir sur un ou deux points. Je crois qu'il y a une chose dont j'ai oublié de parler tout à l'heure et qui correspond tout à fait à cette question de savoir ce que fait l'ICANN. Un des enjeux continus, c'est l'alphabétisation numérique, parce que les gens se plaignent beaucoup du manque de contenus pertinents en langue accessible et ceci fait partie du travail de l'ICANN justement.

Vous avez entendu parler de cette coalition pour une Afrique numérique? Je ne vais pas parler de toute l'Afrique, je vais parler de la coalition. Et je sais qu'il y a d'autres organismes qui travaillent à l'expansion de l'Internet en Afrique, mais l'ICANN le fait en promouvant l'innovation et les efforts dans le domaine de l'entrepreneuriat pour renforcer l'infrastructure de l'Internet en Afrique. La connectivité significative dont on parle aujourd'hui, c'est un des piliers de la Coalition pour une Afrique numérique de l'ICANN.

Je vous donne un exemple. L'acceptation universelle et d'autres projets sur les noms de domaine internationalisés ont pour objectif de promouvoir l'inclusivité et l'appartenance. Et puis il y a d'autres initiatives, dont une dans le domaine de la connectivité significative, qui permet donc de préparer les plateformes de communication, par exemple dans les universités, à l'acceptation universelle et aux domaines internationalisés. Alors, il y a aussi l'Association des universités africaines qui a travaillé avec nous. C'était un des moyens qui nous a permis de travailler avec beaucoup d'étudiants, mais nous allons poursuivre cette discussion.

Pour les législateurs, quelqu'un m'a posé la question de l'acceptation universelle et je sais qu'il y a beaucoup de choses à apprendre. Vous continuez d'apprendre. Mais l'acceptation universelle, pour résumer, c'est s'assurer que tous les domaines, toutes les adresses email peuvent être utilisés par toutes les applications sur Internet, par tous

les dispositifs et par tous les systèmes. Et c'est quelque chose de fondamental pour que l'Internet soit réellement accessible à tous.

Donc, par exemple, en termes d'acceptation universelle, il serait plus facile pour les communautés du monde entier d'avoir accès à l'Internet dans leur propre langue et alphabet. Par exemple, nous avons le swahili en Afrique qui est compliqué.

Je vous partage encore un autre point, juste pour vous montrer à quel point l'ICANN est active dans ce domaine. Si vous avez le temps, allez voir l'étude sur les noms de domaine africains, sur le marché des noms de domaine africains de 2023 qui est très utile parce que ceci revient sur certaines questions dont on parle, comme par exemple la question de renforcer l'infrastructure Internet régionale.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup, Mme Catherine. Je crois que nous avons beaucoup de contributions, mais étant donné que nous n'avons que peu de temps, nous allons limiter nos réponses à ceux dont on n'a pas encore parlé. Mme Thelma, Smart Africa est sur le devant de la scène dans le domaine de la promotion de la transformation numérique dans tout le continent. Est-ce que vous pouvez nous parler de quelques initiatives clés qui, pour vous, sont particulièrement intéressantes?

THELMA QUAYE : Oui, tout à fait. Je vais vous en parler. Smart Africa actuellement à 54 projets sur lesquels nous travaillons, qui sont groupés sous quatre

programmes. Par rapport aux enjeux qui ont été soulevés par mes collègues au panel et par les experts, je vais en mentionner trois et je vais aligner ceci par rapport à l'histoire d'Aisha.

Premièrement, l'accès financier et la connectivité significative. Ce que nous faisons, c'est un petit peu comme ce que font les télécoms pour le droit irréfutable à l'usage. Nous travaillons dans différents pays pour cumuler les données avec les fournisseurs de services. Donc travaillons avec eux.

Le coût de l'Internet, c'est un jeu mathématique. Donc pour les dix années à venir, nous allons pouvoir travailler sur les volumes pour négocier les prix de manière à baisser de 50 %. On peut en fait, on a de la marge entre 50 et 90 %, donc c'est beaucoup.

Nous nous attaquons également aux compétences numériques en travaillant avec les agences gouvernementales. On a parlé tout à l'heure des législateurs, des travailleurs, des gens qui travaillent dans la réglementation et du fait qu'ils ne comprennent pas la technologie. Et donc nous travaillons dans ce sens. Nous avons collaboré avec différentes organisations qui sont ici présentes pour renforcer les capacités et les connaissances.

Et enfin, les échanges transfrontaliers. Je sais que je n'ai plus de temps, mais encore une fois, si Aisha avait eu une plateforme pour faire des échanges au-delà de son village, elle pourrait élargir son marché. Je sais que les Africains aiment cette pommade qu'elle vend et donc ce serait tout à fait utile pour elle. Elle pourrait donc exporter ce produit.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. M. Serge, comment l'organisation de noms de domaines de premier niveau africains travaille pour relever les défis qui sont présentés à l'Afrique?

SERGE SANOU : Ok, merci. Alors à ce niveau-là, on peut dire qu'en Afrique, il y a beaucoup de défis, il y a beaucoup de défis à relever. Comme je l'ai dit tantôt dans ma présentation tout à l'heure, il faut que nous soyons d'abord prêts à collaborer entre nous et l'échange, en tout cas de partenariats. Les partenariats que nous menons avec les différentes structures et organisations internationales ou même locales sont d'une importance capitale parce que sans un partenariat véritable, il est difficile en tout cas d'atteindre les objectifs que nous nous serons fixés.

Donc, en premier lieu, nous nous attelons en tout cas à créer des partenariats entre organisations, des partenariats qui nous supportent et qui nous soutiennent dans les projets que nous menons et en particulier les projets dont j'ai fait état tout à l'heure, tels que le projet CDA où nous avons pas mal de partenaires. Vous savez que, dans la coalition, il y a plus de 10 partenaires. Un partenaire est l'ICANN qui participe activement à la coalition. Mais je crois que c'est encore la porte ouverte et que nous voulons plus de partenaires pour adresser des questions, notamment spécifiques. Parce qu'au niveau de l'AFTLD – l'Africa Top Level Domain, il s'agit de faire en sorte que les registres puissent se développer eux-mêmes à travers des initiatives locales, à

travers le renforcement de capacités que nous menons auprès de ces registres, d'une part.

Mais, d'autre part aussi, la question de financement est une question aussi primordiale. Donc l'AFTLD, à travers ces partenariats, entend justement aider à ce que les projets structurants, puisqu'on parle de connectivité Internet, puissent être menés et que ces projets-là puissent bénéficier justement à tous ces acteurs-là. Une des mesures ou un des indicateurs de mesures que nous avons pour mesurer éventuellement l'évolution des noms de domaine en Afrique, c'est le nombre d'enregistrement. Nous nous attelons à vérifier qu'après les formations que nous délivrons, nous avons donc un impact significatif dans les mois à venir au niveau des enregistrements des noms de domaine.

Mais aussi au niveau des changements potentiels pouvant être faits au niveau de la gouvernance, parce que la gouvernance est un aspect fondamental en réalité, et qui permet donc de définir les stratégies et qui permet de définir comment un registre peut se développer et le marketing et tout ce que cela apporte comme changement potentiel. Donc, c'est à ce niveau-là du renforcement des capacités que l'AFTLD met le plus d'activité, le plus d'actions pour pouvoir apporter son concours au développement de l'Internet en Afrique. Merci.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup de nous avoir parlé de ces initiatives locales qui encouragent le fait de pouvoir combler la fracture numérique.

M. Babagana, le Nigéria a fait des progrès importants pour améliorer la connectivité numérique. Pouvez-vous partager avec nous des initiatives couronnées de succès que pour que d'autres pays puissent tirer des enseignements?

DIGIMA BABAGANA :

Merci beaucoup. Comme on l'a déjà dit, il y a plusieurs initiatives que nous avons entreprises pour vous donner une petite idée. Nous avons huit stations sous-marines au Nigeria qui ont trois gigas de capacité par seconde. Nous avons également une douzaine de centres de données au Nigeria. L'un d'entre eux est de niveau 4.

Nous avons le point d'échange Internet du Nigeria, qui est l'une des histoires à succès les plus importantes que nous pouvons partager. Ce point a été établi par le Nigeria à partir de l'agenda SMSI de Tunis. En ce moment, au Nigeria, on a atteint 360 gigabytes de données transférées l'année dernière et on vise un téraoctet à la fin de cette année.

Voilà donc un exemple de partenariat privé-public qui nous a permis d'établir ces projets. Nous avons aussi, certes, les équipes d'intervention d'urgence. Et pour 5G, nous avons accordé certaines licences, pareil pour des fournisseurs de services d'Internet par satellite. Et vous pouvez voir qu'au Nigeria, nous avons beaucoup de projets qui ont trait à la manière dont on peut concevoir des partenariats entre le secteur privé et le secteur public. Merci.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. Effectivement, nous avons besoin de ces partenariats pour combler la fracture numérique. M. Emmanuel, quelle est la perspective de l'UIT? Quelles sont les principales barrières qui empêchent d'atteindre une connectivité significative en Afrique et quelles sont les initiatives en place pour relever ces défis?

EMMANUEL MANASSEH : Merci beaucoup. Les principales barrières pour atteindre l'inclusion. Tout d'abord, quand je vous ai donné les statistiques, je parlais des dispositifs qui, pour la plupart, ne sont toujours pas abordables. Et pour cela, tout le monde ne peut pas accéder à Internet.

Ensuite, les compétences numériques. C'est un facteur critique. Et on voit également que les gens veulent des produits et des solutions fabriqués en Afrique, faits par des Africains. Et pour cela, il faut des compétences numériques avancées afin que ces compétences puissent être utilisées pour adopter les technologies émergentes.

Un autre élément important. Et cela a été répété à plusieurs reprises. Je pense que la connectivité est un facteur clé, mais il faut également permettre aux gens d'accéder à cette connectivité et pour cela, il faut qu'il y ait des contenus pertinents.

La création de contenus qui soient importants ou utiles pour les habitants, cela est un facteur important. Les gens se rendent sur Internet et espèrent que les contenus qu'ils y trouvent soient intéressants et utiles. Et donc il n'y a pas actuellement de contenus qui

puissent répondre à cette demande. Ensemble, nous devons essayer d'encourager la création de contenus qui puissent se faire l'écho des voix des différentes parties prenantes et nous assurer que ces contenus soient attractifs pour les gens qui souhaitent se connecter. Merci.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. Je vais demander à nos panélistes : Quelle est la conclusion? ... de nous dire quelles sont les deux conclusions qu'ils peuvent tirer de ces discussions sur la connectivité significative en Afrique?

DIGIMA BABAGANA : Je pense que mes deux conclusions. Tout d'abord, la question de l'infrastructure. Nous devons nous pencher sur la question de l'infrastructure, non seulement du point de vue du secteur public, mais aussi du point de vue du secteur privé. Nous devons savoir où trouver des moyens de déployer des infrastructures et veiller à ne pas déployer et détruire par la suite. Il faut penser à cela.

Et deuxième conclusion, la question de penser aux gens qui sont de l'autre côté de l'Internet. Donc déployer les infrastructures, mais veiller à ce que les personnes puissent obtenir des contenus qui soient pertinents sur Internet.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. Nous allons donc. M. Serge Sanou, deux conclusions par rapport aux discussions que nous avons eues.

SERGE SANOU :

Je pense qu'il faut dire que le renforcement de la connectivité Internet en Afrique, comme il a été dit, passe par aussi le renforcement des infrastructures. Mais plus important, il faut déjà renforcer donc la collaboration entre les différentes parties prenantes afin de pouvoir ensemble définir des projets structurants qui puissent avoir un véritable impact sur le développement de l'Internet en Afrique. Donc, je crois qu'à ce niveau, mon organisation et certainement les autres organisations sont prêtes à faire le pas, donc à s'entraider mutuellement, à condition bien sûr que nous arrivons à nous entendre sur les leviers, en tout cas importants, sur lesquels il faut mettre l'accent. Ces leviers sur lesquels il faut donc peser afin de garantir un développement véritable du continent africain. Et l'Internet africain est un Internet, comme on le dit, qui est en proie à une évolution assez lente, inhérente certainement aux difficultés que nous connaissons. Mais néanmoins, je pense que nous pouvons, comme on le souhaite, rattraper ce retard là à travers justement la collaboration. Merci.

GLORIA ATWINE KATUUKU :

Merci beaucoup pour ces deux conclusions, Monsieur. Mme Thelma.

THELMA QUAYE :

Merci. Ma conclusion principale est le fait que combler la fracture numérique implique va au-delà de leur donner l'accès à Internet. Il faut leur permettre de se doter des compétences nécessaires pour tirer

profit de l'Internet afin de profiter des bénéfices socioéconomiques que l'Internet entraîne.

CATHERINE ADEYA :

Je vais être très brève, mais mes conclusions vont synthétiser tout ce qui vient d'être dit. Quelqu'un a parlé d'éviter la duplication de ressources. Comment nous pouvons mieux coordonner nos efforts vers les mêmes objectifs? Et ensuite, je pense que c'est UNECA qui avait évoqué cette question. Le fait d'établir des comparaisons en Afrique pour partager les meilleures pratiques.

Et ensuite, une dernière conclusion. J'aimerais vous encourager à vous rendre sur le site web de l'ICANN, lire nos billets de blog et voir ce que fait la Coalition sur une Afrique numérique. Voilà donc la conclusion que je voulais partager avec vous.

GLORIA ATWINE KATUUKU :

Merci beaucoup. Je sais que nous avons Manasseh en ligne. Donc Manasseh, deux conclusions.

EMMANUEL MANASSEH :

Ma première conclusion, une volonté politique forte pour permettre des politiques pertinentes. Et deuxième conclusion, la collaboration et l'investissement dans l'infrastructure numérique et l'accès aux contenus. Voilà mes conclusions.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup pour ces points extrêmement importants qui ont trait à la connectivité significative. Maintenant, je vais ouvrir le micro pour que les participants puissent intervenir. Je vais commencer par le Bangladesh. Vous avez la parole.

MUSTAFIZUR RAHMAN : Bonjour, représentant du Bangladesh. Nous avons entendu beaucoup d’éléments qui nous permettent de voir l’énorme potentiel de l’Afrique. J’ai eu l’occasion dans le cadre des missions de maintien de la paix de l’ONU, j’ai été au Congo, en Sierra Leone et dans beaucoup de pays africains et j’ai vu de mes propres yeux les difficultés auxquelles sont confrontés les Africains. Certaines de ces difficultés sont liées à la taille de certains de ces pays.

Donc, l’un des enjeux principaux a trait à l’infrastructure numérique. Comme vous l’avez dit, cela doit être accompagné par la collaboration. Je vais vous donner un exemple de mon pays, un exemple de collaboration. Quand nous avons construit notre système de train, nous avons établi également où installer et poser les câbles de fibre optique et nous avons donc commencé en même temps nos systèmes de communication.

Ensuite, quand nous avons construit notre système électrique, nous avons posé également nos câbles de fibre optique et cela a été extrêmement important pour notre pays. Et de la même manière, à chaque fois que nous construisons des routes ou des autoroutes, nous

posons des câbles de fibre optique. Voilà donc c'est une préconisation que je peux vous faire.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. Nous parlons de coopération. Une autre intervention que nous avons, c'est la Commission européenne. M. Pearce O'Donohue.

PEARSE O'DONOHUE : Merci beaucoup. Merci pour ces échanges extrêmement intéressants pour nous. Il est tout à fait clair que la connectivité universelle est un levier de transformation essentiel et, bien sûr, un élément moteur pour les ODD. Mais cela se base sur un modèle ouvert d'Internet et il faut s'assurer que ce modèle puisse être centré sur l'homme.

La clé du succès de l'Internet, c'est le fait qu'il s'agit d'un système décentralisé et qui est basé sur la gouvernance multipartite de l'Internet. La gouvernance de l'Internet implique une approche multiple qui va au-delà des investissements.

Et nous, bien sûr, bien que nous reconnaissons qu'il s'agit d'un prérequis tout à fait important, nous devons nous focaliser sur des domaines tels que des investissements en renforcement de capacité ou développement de compétences. La Commission européenne est à la volonté d'établir des partenariats avec l'Afrique pour l'accompagner dans ses projets d'évolution numérique.

Pour ce qui est de l'infrastructure numérique, il y a un investissement de l'Union européenne de 150 milliards de dollars pour aider les pays africains à accélérer l'accès numérique de manière sûre. Et c'est notre contribution à la connexion significative.

Nous facilitons des projets de sous-marins et de câbles sous-marins. Ensuite, nous travaillons également à des cadres qui peuvent promouvoir des approches qui sont axées sur l'homme au centre de cette connectivité. Ensuite, nous avons également des projets tels que des initiatives de réglementation pour l'Afrique numérique qui visent à permettre aux pays africains de participer à des discussions en la matière.

Ensuite, nous avons lancé une initiative multipartite pour promouvoir un Internet ouvert. Un grand nombre de ces activités ont lieu en Afrique et nous organisons des événements. L'un d'entre eux a eu lieu hier pour promouvoir les meilleures pratiques.

Pour conclure, la Coalition pour une Afrique numérique travaille sur différents aspects et nous devons apprendre de nos partenaires africains. Nous avons plusieurs mandats, mais nous partageons un même objectif, à savoir renforcer la participation à un Internet ouvert.
Merci

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup, Commission européenne. Nous avons le Japon. Le Japon, s'il vous plaît.

NOMURA EIGO :

Comme on l'a déjà dit, l'Internet est la base pour des services qui sont essentiels pour le développement économique et l'inclusion sociale. Le Japon a développé des infrastructures de communication et de connexion qui fournissent l'accès aux services numériques dans toutes les régions rurales du Japon. Le Japon a également développé un environnement compétitif.

Ces expériences sont partagées avec les pays africains par le biais d'un atelier de renforcement de capacités et de formation d'activités de formation. Nous soutenons JICA et nous avons mis en place des séances de formation avec les pays africains.

L'Afrique est très diverse au niveau géographique, ce qui pose des enjeux de taille. Il y a des initiatives en place qui visent à éliminer la fracture numérique dans les pays africains, par exemple au Rwanda. Ce pays a un service de télécommunications qui combine les services satellitaires avec des services terrestres. Une compagnie SoftBank a mis en place une expérience réussie de communication ou connexion stratosphérique en utilisant des hubs satellitaires.

Au Kenya, il y a également d'autres initiatives qui ont été mises en place pour fournir Internet à moindre coût. Dans d'autres pays, des solutions semblables ont été testées. Le Japon essaie de contribuer à améliorer la connectivité significative en Afrique.

Ensuite, TICAD9, une conférence en Afrique sera tenue au Japon l'année prochaine. Nous espérons que les liens entre l'Afrique et le Japon continueront à se renforcer. Merci beaucoup.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup. C'est excellent de savoir que ces initiatives sont mises en place dans la région et ce sont des initiatives qui visent à nous aider à combler la fracture numérique. L'Inde, s'il vous plaît. Vous avez la parole pour votre intervention. Merci.

SUSHIL PAL : La priorité, c'est la connectivité significative en Afrique et l'Inde s'engage à travailler en partenariat pour y arriver. Nous appuyons la connectivité significative en Afrique par différents projets.

Nous avons lancé un projet de réseau panafricain pour un réseau fibre optique pour permettre une connectivité par satellite ainsi que des services d'éducation à distance. Ce projet a été également en collaboration avec la Commission européenne et c'est le gouvernement du Sénégal, qui supervise.

Une meilleure connectivité pourrait être atteinte grâce au renforcement des capacités au niveau de la communauté. En octobre 2019, nous avons lancé un autre projet sur l'apprentissage en ligne. Et je suis heureux de vous dire que d'ici juin 2023, 1 400 bourses ont été attribuées à des étudiants qui ont été formés dans différentes disciplines – informatique, commerce, santé, etc.

En août 2023, l'Inde s'est engagée à investir 2 millions de dollars pour une facilité d'inclusion financière numérique par le biais de la Banque africaine de développement pour une meilleure inclusion financière dans toute l'Afrique. Et pour avancer encore davantage dans le domaine de la connectivité significative, nous avons établi un protocole d'entente dans le domaine de l'infrastructure numérique pour la transformation numérique avec la Sierra-Leone, la Zambie et le Kenya. Et donc ceci en octobre 2023. Je vous remercie.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci beaucoup à l'Inde. L'Égypte, allez-y. Vous avez la parole.

ÉGYPTE : Bonjour à tous, messieurs dames. J'aimerais exprimer ma reconnaissance au Rwanda de nous avoir accueilli pour cette réunion de haut niveau dans cette magnifique ville de Kigali. J'aimerais également remercier l'ICANN de nous avoir donné cette opportunité de participer à cette discussion.

C'est pour moi un grand plaisir d'être avec vous au nom de notre Président et de vous communiquer ses salutations et les salutations du ministre de la Technologie de mon pays qui voulait être avec nous aujourd'hui, mais qui n'a pas pu venir pour des raisons d'engagements préalables. Quelques remarques pour une connectivité significative, qui est le sujet de la séance d'aujourd'hui.

La fracture numérique demeure importante et 66 % de la population du monde utilise l'Internet, mais en Afrique, ce n'est que 40 %. 55 % des personnes africaines utilisent l'Internet et 61 % possèdent un téléphone portable. En termes de parité, l'Afrique est en retard par rapport aux autres régions, et ce, de loin. Actuellement, trois femmes sur dix et quatre hommes sur dix utilisent l'Internet. Dans la plupart des produits, moins de 15 % des connexions sont à un niveau qui permette une connectivité significative.

Ceci étant, si l'on suit la vision 2030 de l'Égypte pour une infrastructure robuste, le gouvernement de l'Égypte travaille au déploiement de nouveaux réseaux de fibre optique pour connecter 83 % des foyers à la fibre et avec une augmentation de la rapidité du réseau. Nous appelons ce projet Decent Life qui est présent dans différents États pour améliorer les conditions de vie de nos citoyens.

Par ailleurs, le gouvernement égyptien a un accord de coopération entre Telecom Egypt et l'ICANN qui a été établi au Caire, avec l'installation d'un serveur géré par l'ICANN dans notre pays. L'idée est de connecter 18 câbles sous-marins d'ici 2025. Ce projet devrait améliorer la sécurité, la stabilité et la résilience de l'infrastructure de l'Internet en Afrique, ce qui permettrait d'améliorer les efforts dans le domaine de l'infrastructure et dans le développement social et économique pour le continent.

GLORIA ATWINE KATUUKU : Merci à l’Egypte. J’aimerais remercier les experts qui nous ont parlé de la connectivité significative. Je remercie Catherine, Emmanuel Manasseh, Thelma Quaye, M. Serge Sanou et M. Babagana. Je vous remercie, chers panélistes et je vais maintenant redonner le micro au maître de cérémonie. Merci beaucoup.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]